

*L'Adresse—M. S. Robinson*

mois, je me suis mis à l'écoute active des citoyens de Burnaby en allant frapper à leur porte dans divers secteurs de ma circonscription. Jeunes et vieux, hommes et femmes m'ont fait part de leurs problèmes. En outre, j'ai convoqué des réunions d'information et j'ai reçu, bien entendu, un grand nombre de lettres et d'appels téléphoniques où mes électeurs prenaient position sur les questions de l'heure.

Depuis quatre ans, les priorités et l'état d'esprit de ceux que je représente ont changé radicalement. Je puis affirmer, monsieur le Président, que dans le discours du trône qu'il a déposé, le gouvernement ne s'attaque pas du tout aux préoccupations des gens de ma circonscription. Je pourrais grouper ces dernières en trois grandes catégories. Tout d'abord et avant tout, signalons l'impuissance du gouvernement à reconnaître et à pallier les catastrophes économiques qui affligent les Canadiens. Évidemment, ceux-ci s'inquiètent principalement du chômage, des licenciements, du climat d'insécurité et ils sont conscients de la nécessité de créer des emplois.

Deuxièmement, et ce souci des habitants de la Colombie-Britannique est d'autant plus grand en raison de la politique vindicative et destructive de leur gouvernement provincial, ils veulent que soient maintenus, voire élargis, les programmes sociaux de base dont nous étions bien loin d'imaginer qu'ils pourraient disparaître. Par suite du néo-conservatisme qui règne au sein de l'opposition officielle, au gouvernement provincial et dans les rangs mêmes du gouvernement, on assiste actuellement à l'effritement et à la suppression de programmes sociaux importants.

Troisièmement, et à bien des égards le domaine le plus préoccupant, il y a la question de notre survie, la nécessité de mettre un terme à cette folie de la course aux armements. A coup sûr, si je devais signaler un domaine qui a gagné en importance aux yeux des citoyens de Burnaby ces dernières années, c'est bien la très grande question du désarmement.

Je compte tout d'abord traiter de la question de la création d'emplois et de la sécurité financière. Les députés sont assurément tous au courant des sombres statistiques relatives au chômage et aux licenciements dans leurs localités mêmes et un peu partout ailleurs dans le pays. A Burnaby, par exemple, d'après les données officielles les plus récentes, plus de 5,000 de mes électeurs sont des prestataires de l'assurance-chômage. Beaucoup d'autres ont cessé de recevoir ces prestations, la période durant laquelle ils y avaient droit s'étant écoulée, ce qui les a obligés à recourir à l'assistance sociale. Certains ont dû rentrer chez leurs parents, ou encore retourner sur les bancs de l'école, mais cela seulement s'ils en ont vraiment les moyens, compte tenu des réductions budgétaires qui ont été effectuées dans le secteur de l'enseignement postsecondaire. Une courte annonce parue dernièrement dans un quotidien de Vancouver, dans laquelle on sollicitait les services d'un commis, a attiré plus de 425 candidats qualifiés, qui souhaitaient désespérément se trouver du travail, et n'importe lequel.

● (1230)

Ces statistiques désolantes révèlent l'existence de milliers et de milliers de personnes qui ne trouvent pas d'emploi, bien qu'elles souhaitent vivement travailler, et elles dénotent aussi un trop grand nombre de drames personnels. En notre qualité de députés, nous avons tous fait l'affreuse expérience d'avoir à

traiter personnellement avec des victimes des mesures économiques mises de l'avant par le gouvernement. Pas plus tard qu'hier, dans mon bureau de circonscription, j'ai reçu l'appel téléphonique d'un jeune homme, étudiant à l'Université Simon Fraser. Il faisait vraiment tout en son pouvoir pour trouver un emploi, mais ses conseillers avaient reconnu, et d'ailleurs il a eu l'occasion de le constater lui-même lors de ses démarches, qu'il ne devait plus se faire d'illusion, car il n'y avait rien pour lui sur le marché du travail.

Depuis près de cinq ans déjà que je représente les mandants de Burnaby, c'est bien la première fois qu'il m'est donné d'être témoin d'un désespoir aussi tragique, tel que m'a paru éprouver ce jeune homme. Il m'a avoué que son désespoir était si profond qu'il s'était donné trois options parmi lesquelles il choisirait une. Tout d'abord, il a mis en vente, aux États-Unis, un de ses reins. Dans quelle genre de société vivons-nous, où nos jeunes gens envisagent sérieusement de vendre un de leurs organes pour être en mesure de survivre? Ensuite, il m'a affirmé s'être entretenu avec un conseiller du ministère de l'Emploi, qui lui a dit, sans doute en plaisantant, que son seul recours serait peut-être de s'adonner au crime, s'il voulait survivre dans la Colombie-Britannique d'aujourd'hui. Or nous savons tous pertinemment que le taux de criminalité dans notre société a augmenté. Le gouvernement doit en assumer en partie la responsabilité, car ses mesures économiques se sont soldées par un échec.

La troisième et dernière option dont il m'a fait part consiste pour lui à quitter le pays où il a vu le jour et grandi, car il estime qu'on n'a plus rien à lui offrir. Là encore, monsieur le Président, quel message, devons-nous en déduire, le gouvernement et ses alliés au niveau provincial et dans les rangs de l'opposition envoient-ils à nos concitoyens, surtout à nos jeunes gens, qui, en désespoir de cause, n'estiment avoir d'autre choix que celui de quitter leur pays?

«Aidez-moi à trouver du travail» m'a-t-il dit. «Je veux travailler. Je ne veux pas de l'assistance-sociale, ni de l'assurance-chômage». Comment un simple député peut-il répondre à une telle supplication? Devrais-je lui citer les remarques du ministre des Finances, en mars 1982, lorsqu'il a dit: «Si l'on va trop loin dans la lutte contre le chômage, si l'on crée trop d'emplois, la première chose que l'on provoque, c'est une perte de confiance». Et alors, monsieur le Président, que dire de la confiance de ces jeunes Canadiens qui désirent travailler? Devrais-je lui rappeler les paroles du premier ministre (M. Trudeau) qui faisait observer, en juin 1982, avec un haussement d'épaules: «Vous savez, il est toujours possible d'effrayer les gens en créant plus de chômage». Peut-être que ces remarques l'intéresseraient. Des centaines de milliers de jeunes, dans notre pays, partagent l'agonie et le désespoir qu'exprimait si éloquemment ce jeune homme dans mon bureau de circonscription.

En plus du chômage et de l'impossibilité de trouver un emploi, il y a un autre grave problème, celui des centaines de milliers de Canadiens qui travaillent, mais qui, en raison de changements technologiques, vivent dans l'insécurité, car ils sont menacés de voir disparaître leur emploi.

Il en a été beaucoup question à la Chambre au cours des derniers mois. Une fois encore, je voudrais attirer l'attention des députés sur un exemple personnel de ma circonscription,